

CURRICULUM VITAE

Romain OLLARD

Né le 28/11/1979 à Angoulême (16)

E-mail : romainollard@yahoo.fr

CURSUS UNIVERSITAIRE – STATUTS PROFESSIONNELS

2017- : Professeur à l'Université de Poitiers

2013-2017 : Professeur à l'Université de La Réunion

2013 : Agrégation de droit privé et sciences criminelles

2009-2013 : Maître de conférences à l'université Montesquieu - Bordeaux IV

2008 : Doctorat en Droit

Titre de la thèse : « La protection pénale du patrimoine », thèse de doctorat sous la direction de Mme le Professeur Valérie Malabat, soutenue le 6 décembre 2008, Université Montesquieu - Bordeaux IV.

Mention très honorable avec les félicitations du jury.

Obtention de prix de thèse : prix de thèse Dalloz, thèse publiée dans la collection « nouvelle bibliothèque des thèses », 2010, tome 98 ; prix Jean Derruppé, délivré par le Conseil régional des notaires de Bordeaux

2005-2009 : Attaché Temporaire d'enseignement et de Recherche. Université Montesquieu - Bordeaux IV.

2003-2005 : Moniteur de l'enseignement supérieur en droit privé.

2002-2005 : Allocataire national de recherche. Université Montesquieu - Bordeaux IV.

2002 : DEA en droit pénal et sciences criminelles. Université Montesquieu - Bordeaux IV. Major de promotion

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

2017- : Membre élu de la Commission d'expertise scientifique de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'université de Poitiers

2015-2017 : Vice doyen Droit de la Faculté de droit et d'économie de l'université de La Réunion

2015-2017 : Directeur du département droit, Université de La Réunion

2015-2017 : Directeur de la Clinique du droit de La Réunion

2013-2017 : Membre élu du Conseil de faculté de droit et d'économie de l'université de La Réunion

2016-2017 : Membre de la commission pédagogique d'admission en doctorat, Université La Réunion

2015-2017 : Président de la commission de recrutement des ATER (faculté de droit), Université de La Réunion

2015-2017 : Membre de la commission de validation des acquis, Université de La Réunion

2015-2017 : Membre de la commission disciplinaire, Université de La Réunion

2013-2014 : Président jury de l'examen d'entrée à l'École des Avocats (EDA), Université de La Réunion

2016-2017: Membre de la commission sportifs de haut niveau, Université de La Réunion

2012-2013 : Membre élu du Conseil scientifique de l'Université Bordeaux-IV (suppléant)

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

2009-2016 : Cours magistraux : droit pénal général ; droit pénal spécial ; procédure pénale ; droit pénal des affaires ; droit pénal du travail ; responsabilité pénale des acteurs publics ; introduction au droit pénal et aux sciences criminelles ; droit civil (Les personnes) ; droit du crédit ; responsabilité civile ; procédure civile ; droit des biens ; droit des pollutions et nuisances ; déontologie professionnelle.

Préparations concours : Institut d'études judiciaires : droit pénal (ENM, pré-cap) ; procédure pénale (pré-cap) ; droit des obligations (CRFPA) ; Classe préparatoire intégrée à l'ENM (droit des biens ; droit pénal) ; Classe préparatoire intégrée à l'ENAP (droit pénal, droit des obligations).

Formations professionnelles : Formations professionnelles au Bureau du Directeur des poursuites publiques (parquet) à l'île Maurice (Droit pénal général et droit pénal spécial) ; Formation continue des avocats du barreau de Saint-Denis La Réunion (peines et contrainte pénale ; actualité de procédure pénale) ; Diplôme universitaire « Droit civil mauricien » (Responsabilité civile, droit de la copropriété, lecture des arrêts de la Cour de cassation) ; Chambre des notaires de la Réunion (Droit pénal des affaires) ; Diplôme universitaire « Droits des victimes » à l'Université Bordeaux 2 (Procédure civile et procédure pénale) ; Diplôme universitaire « Religions » à l'Université de La Réunion (Droit pénal et religion).

2002-2009 : Travaux dirigés : introduction au droit ; droit des obligations ; droit pénal spécial ; droit pénal général ; droit patrimonial de la famille (régimes matrimoniaux, successions, libéralités) ; note de synthèse.

ACTIVITES DOCTORALES ET UNIVERSITAIRES

2014 - : Directeur de recherche :

- J. Macaruella, « L'infraction d'intérêt général » (débutée en 2015)
- R. Ramanarivo, « La lutte contre le blanchiment de capitaux à Madagascar » (débutée en 2015)
- E. Gastrin, « Le pluralisme religieux en milieu carcéral » (débutée en 2014)
- S. Kadel, « Les infractions sans victimes. Analyse de droit comparé français, américain, mauricien » (débutée en 2016)

2013-2015 : Participation, en tant que membre du jury, à 5 soutenances de thèse

2009-2017 : Participation à 9 comités de sélection de Professeurs des universités et de Maîtres de conférences

2009-2017 : Direction d'une quarantaine de mémoires de Master 1 et master 2

ACTIVITES EDITORIALES

2015-2017 : Directeur scientifique des Encyclopédies Lexbase « Droit pénal » et « Procédure pénale »

2012- : Chronique trimestrielle de « droit pénal des contrats », avec Mme le Professeur V. Malabat, dans la Revue des contrats, LGDJ-Lextenso : rédaction d'une vingtaine d'articles et commentaires

2009- : Analyste juridique pour la revue en ligne Lexbase (droit pénal et procédure pénale) : rédaction d'une cinquantaine d'articles et commentaires

2014-2017 : Directeur de la chronique « Droit pénal et procédure pénale » de la Revue Juridique de l'Océan Indien (RJOI) : rédaction d'une quinzaine d'observations et commentaires

2017 - : Membre du Comité scientifique de la *Revue des cliniques juridiques*, Réseau des cliniques juridiques francophones

2015 - : Evaluation d'articles pour le compte de la revue *Criminologie* (Université de Montréal)

2003-2009 : Secrétaire de rédaction de la revue juridique *Politeia*, revue de droit constitutionnel comparé.

ACTIVITES DE RECHERCHE INDIVIDUELLE – PUBLICATIONS

OUVRAGES

2018 (en cours) : *Traité de droit pénal spécial*, écrit en collaboration avec les Pr. F. Rousseau et J.-Ch. Saint-Pau, Economica, en préparation, publication prévue en septembre 2018

2017 : *Culture générale*, rédaction de 2 thèmes : « Droit pénal » ; « Procédure pénale », dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses, à paraître, 2017

2016 : *Droits et libertés fondamentaux*, rédaction de 3 thèmes : « Aspects de droit pénal » ; « Aspects de procédure pénale » ; « Le droit à la sûreté », dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses, 2016

2015 : *Droit pénal spécial*, ouvrage écrit en collaboration avec Pr. F. Rousseau, Bréal, 2^{ème} éd., 2015

2013 : *Traité des droits de la personnalité* (rédaction d'un chapitre, « La qualification de droit extrapatrimonial des droits de la personnalité »), dir. Pr. J.-Ch. Saint-Pau, Lexis-Nexis, 2013.

2010 : *La protection pénale du patrimoine*, Dalloz, Nouvelle bibliothèque des thèses, tome 98, 2010.

JURIS-CLASSEUR

2017 : « Tortures et actes de barbarie », 1^{ère} éd., 2017

2017 : « Les destructions, dégradations, détériorations non dangereuses pour les personnes », Fascicule Juris-Classeur, écrit en collaboration avec Mme le Professeur E. Garçon, 2^{ème} éd., 2017.

2017 : « Les destructions, dégradations, détériorations dangereuses pour les personnes », Fascicule Juris-Classeur, écrit en collaboration avec Mme le Professeur E. Garçon, 2^{ème} éd., 2017.

ARTICLES DE DOCTRINE

2018 (à paraître) : « L'incrimination pénale du profit illicite », Travaux de l'institut de sciences criminelles et de la justice, 2018, à paraître

2017 : « La responsabilité pénale en matière d'adaptation aux changements climatiques », Actes du colloque OMERAD, *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques?*, Collection Confluence des droits, archives ouvertes de l'UMR DICE, Dir. Pr. A.-S. Tabau, à paraître

2017 : « La protection juridique des lieux de culte », *Les Petites Affiches*, Numéro spécial n° 65, 31 mars 2017, *Patrimoines et religions*, Dir. A.-F Zattara-Gros, C. Kuhn, p. 42

2017 : « Droit pénal et sécurité sanitaire : une responsabilité pénale introuvable ? », RJOI 2017, à paraître, Actes de la Journée d'étude *Sécurité sanitaire et risque médicamenteux*, Dir. Cathy Pomart, Université de La Réunion, 26 juin 2017

2017 : « Entre distinction et confusion des qualités d'auteur et de complice. Analyse de droit comparé franco-mauricien », IJLS, site Internet, ISBN 978-99949-949-0-8, mars 2017

2017 : « L'insuffisance des mécanismes de responsabilité pénale des personnes morales. Analyse de droit comparé franco-mauricien », *Mauritius criminal law review*, 2017, à paraître

2017 : « Views of Professor Romain Ollard regarding LRC's proposals on reform of criminal code contained in May 2016, Texte en langue française, Présentation en langue anglaise par R. Domingue, Chief executive officer of Law reform commission of Mauritius, en ligne, site de la Law reform commission of Mauritius

2017 : « L'(in)effectivité du droit pénal de la consommation », Acte du colloque « Droit de la consommation en droit franco-mauricien », Publications de l'IJLS-Coopération franco-mauricienne, à paraître

2017 : « Cliniques juridiques et démultiplication des missions de l'université », co-écrit avec Amaranthe Baumgartner, Actes du colloque *Univer-cités? La dimension citoyenne des cliniques juridiques*, Réseau juridique des cliniques francophones, à paraître

2016 : « Quand l'hôpital se moque de la charité. A propos des décisions d'irrecevabilité des requêtes individuelles rendues par la Cour européenne des droits de l'Homme », *Gaz. Pal.* mai 2016, n° 18

2016 : « De l'opportunité de la pénalisation de la transmission du virus de l'immunodéficience humaine par voie sexuelle. Analyse de droit comparé », *RSC* 2016, p. 37

2016 : « The impact of the precautionary principle on civil and criminal liability : a french perspective on south african law » (écrit en collaboration avec le Pr. J. Knetsch), *The South African Journal of Environmental Law and Policy*, 2016, Vol. 22.

2016 : « Le principe de précaution en droit chinois: analyse des responsabilités civile et pénale » (écrit en collaboration avec le Pr. J. Knetsch), in *Rapport sur le principe de précaution en droit de la responsabilité civile et pénale comparé*, p. 1187, en ligne sur le site de la Mission de Recherche droit et justice.

2016 : « Le principe de précaution en droit sud-africain : analyse des responsabilités civile et pénale » (écrit en collaboration avec le Pr. J. Knetsch), in *Rapport sur le principe de précaution en droit de la responsabilité civile et pénale comparé*, p. 1285, en ligne sur le site de la Mission de Recherche droit et justice.

2016 : « Vers un droit de la peine dérogatoire », *Lexbase*, éd. privée générale, n° 668

2016 : « Réflexions sur la réforme du Code pénal mauricien », *The New Bar Chronicle*, Issue n° 5, octobre 2016, p. 10

2016 : « De l'opportunité de la pénalisation de la transmission du virus de l'immunodéficience humaine par voie sexuelle. Analyse de droit comparé franco-mauricien », *Mauritius criminal law review*, 2016, p. 58

2016 : « La Réunion, entre ici et ailleurs », *JCP*, édition des régions (présentation de l'activité de la Faculté de droit de La Réunion)

2015 : « Le renseignement français n'est plus hors la loi. Commentaire de la loi relative au renseignement » (écrit en collaboration avec le Pr. O. Désaulnay), *Dr. pén.* 2015, Etude 17

2015 : « La réforme de la législation anti-terroriste ou le règne de l'exception pérenne » (écrit en collaboration avec le Pr. O. Désaulnay), *Dr. pén.* 2015, Etude 1

2015 : « Vers un droit pénal du risque ? », *Lexbase*, éd. privée générale, n° 626

2015 : « De la fongibilité des qualifications juridiques en droit de l'environnement », in *Figures de la préservation de l'environnement outre-mer*, PUAM, 2015, p. 93

2014 : « Quel statut pour le suspect au cours de l'enquête pénale ? A propos de la loi du 27 mai 2014 », *JCP éd. G.* 2014, 212

2014 : « La dissociation de l'objet de l'abus de confiance », étude écrite en collaboration avec M. S. Détraz, *Dr. pén.* 2014, Etudes 20 (1^{ère} partie) et 22 (2^{ème} partie)

2014 : « Le projet de loi relatif à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines ou l'art de faire de faire du vin nouveau dans de vieilles outres », *Lexbase*, éd. privée générale, n° 546

2014 : « Que reste-t-il du secret de l'instruction ? », *Lexbase*, éd. privée générale, n° 568

2014 : « La sanction pénale de l'appropriation des biens environnementaux », in *La protection pénale de l'environnement* (dir. A. Gogorza, R. Ollard), Travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice, n° 4, Cujas, 2014, p. 301

2013 : « De la fusion des dols pénal et civil ou de l'absorption du dol civil par la responsabilité pénale », RDC 2013, 3, p. 56

2013 : « Les cas de responsabilité du chef de l'entreprise en difficulté », in *La responsabilité du chef de l'entreprise en difficulté* (dir. J.-Ch. Saint-Pau, B. Saintourens), Cujas, 2013, p. 32

2013 : « De la responsabilité pénale des personnes morales : actualités et perspectives », Lexbase, éd. privée générale, n° 541

2013 : « Le bilan contrasté de la réforme de la garde à vue, deux ans après l'entrée en vigueur de la loi du 14 avril 2011 », Lexbase hebdo, éd. privée générale, n° 543

2012 : « L'articulation des sanctions pénale et disciplinaire du notaire », in *La responsabilité de l'avocat et du notaire*, Travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice, Cujas, 2012, p. 72

2012 : « La dématérialisation des infractions contre le patrimoine », in *Le droit pénal et les autres branches du droit : regards croisés*, XXème congrès de l'Association française de droit pénal, Cujas, 2012.

2012 : « Du sens de l'évolution de l'abus de confiance : la propriété, toutes les propriétés mais rien que la propriété », DP 2012, Etude n° 9.

2010 : « La distinction du dommage et du préjudice en droit pénal », *Revue de sciences criminelles* 2010, p. 561.

2009 : « La fiducie : aspects de droit pénal », *Revue de sciences criminelles* 2009, Doctrine, p. 545.

2009 : « L'abus de biens sociaux est-il un contrôle de gestion des entreprises ? », *Droit pénal* 2009, Etude 19.

2009 : « Contre l'incrimination du vol d'information », article écrit en collaboration avec J.-Ch. Saint-Pau et S. Détraz, in *Réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale. Opinio doctorum*, Dalloz, 2009, p. 97.

NOTES DE JURISPRUDENCE ET ACTUALITÉS LÉGISLATIVES

2017 : « L'extension de l'abus de confiance aux choses fongibles ou l'histoire d'une petite révolution (toute en douceur) », note sous Cass. crim., 22 févr. 2017, RDC 2017, p. 493

2017 : « Les mystères de la dématérialisation des infractions contre le patrimoine : quand l'abus de confiance porte, non sur la clientèle elle-même, mais sur les informations qui y sont relatives », note sous Cass. crim., 22 mars 2017, RDC 2017, p. 496

2017 : « Abus de confiance et inexécution contractuelle : la Cour de cassation a-t-elle franchi le Rubicon ? », note sous Cass. crim. 6 avril 2016, RDC 2017, p. 102

2017 : « Le dol pénal étend son empire : l'escroquerie peut porter sur un immeuble », note sous Cass. crim. 28 septembre 2016, RDC 2017, p. 106

2017 : « Feu la jurisprudence Cousinet ! La légitime défense s'étend aux infractions involontaires », note sous Cass. crim. 17 janvier 2017, Lexbase, éd. privée générale, n° 688

2016 : « La désertion du délit de chantage », note sous Cass. crim. 13 janvier 2016, RDC 2016, p. 490

2016 : « La désertion du délit d'abus de faiblesse », note sous Cass. crim. 19 février 2014, RDC 2016, p. 92

2016 : « Regards sur la consécration de l'abus de l'état de nécessité ou de dépendance à la lumière des solutions du droit pénal (à propos du futur article 1442 du Code civil) », *Revue des contrats* 2016, p. 94

2016 : « Concours de qualifications en matière pénale : la Cour de cassation consacre une conception large de l'unité de fait fondée sur une action indissociable par unité de but », note sous Cass. crim. 26 octobre 2016, Lexbase, éd. privée générale, n° 679

2016 : « Responsabilité des personnes morales... Et la lumière vint de la procédure pénale », note sous Cass. crim. 12 avril 2016, Lexbase, éd. privée générale, n° 661

2016 : « La réforme pénale du 3 juin 2016. Aspects de droit pénal », Lexbase, éd. privée générale, n° 665

2016 : « Quand le principe de l'interprétation stricte de la loi pénale interdit de sanctionner la diffusion sur internet de l'image d'une femme nue contre sa volonté », note sous Cass. crim., 16 mars 2016, Lexbase hebdo, éd. privée générale, n° 650

2016 : « Le juste pointillisme de la Cour de cassation en matière de géolocalisation décidée en urgence », note sous Cass. crim. 17 novembre 2015, Lexbase, éd. privée générale, n° 638

2015 : « Du préjudice dans l'escroquerie ou l'art de sauver les apparences », note sous Cass. crim. 28 janvier 2015, RDC 2015, p. 923

2015 : « La vraisemblance de participation à l'infraction, condition nécessaire et suffisante de la mise en examen », note sous Cass. crim. 14 avril 2015, Lexbase, éd. privée générale, n° 615

2015 : « Nullité de la garde à vue et défaut de notification du lieu de commission de l'infraction : l'histoire d'une politique jurisprudentielle casuistique », note sous Cass. crim. 27 mai 2015, Lexbase, éd. privée générale, n° 621

2015 : « Abus de faiblesse et testament : la chambre criminelle de la Cour de cassation persiste et signe », note sous Cass. crim. 16 décembre 2014, RDC 2015, 2, p. 328

2015 : « L'homme qui valait 50 milliards et la répression pénale », note ss. Cass. crim. 19 mars 2014, RDC 2015, p. 92

2015 : « Quand le principe de loyauté de la preuve déploie ses effets en procédure pénale », note sous Ass. plénière 6 mars 2015, Lexbase, éd. privée générale, n° 607, 2 avril 2015

2015 : « Décret d'application de la loi renforçant la lutte contre le terrorisme : le ministre de l'intérieur au centre du nouveau dispositif administratif », Lexbase, éd. privée générale, n° 601

2014 : « Quand la CJUE aggrave les incertitudes entourant les conditions des pratiques commerciales trompeuses », note sous CJUE, 19 déc. 2013, RDC 2014, 3, p. 452

2014 : « La tromperie n'est pas la bonne à tout faire du droit pénal », note sous Cass. crim. 20 novembre 2012 et 4 juin 2013, RDC 2014, 1, p. 89

2014 : « Abus de confiance, propriété et inexécution contractuelle », note sous Cass. crim. 16 octobre 2013, RDC 2014, 2, p. 262

2014 : « Les mystères de la causalité indirecte ou la répression variable de la faute pénale d'imprudence », note sous Cass. crim. 21 janvier 2014, Lexbase, éd. privée générale, n° 558

2014 : « De la nature formelle de l'infraction de harcèlement moral », note sous Cass. crim. 14 janvier 2014, Lexbase, éd. privée générale, n° 562

2014 : « Prescription des infractions clandestines : autre mécanisme, mêmes effets », note sous Ass. plén., 7 novembre 2014, Lexbase, éd. privée générale, 27 novembre 2014

2014 : « Commentaire de la loi du 27 mai 2014 transposant la directive européenne relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales : quand les droits de la défense pénètrent tous les stades de la procédure pénale », Lexbase, éd. privée générale, n° 574

2013 : « Abus de confiance, force de travail et inexécution contractuelle », note sous Cass. crim. 19 juin 2013, RDC 2013, n° 4, 1479

2013 : « Les pratiques commerciales trompeuses sanctionnent-elles encore un vice du consentement ? », note sous Cass. crim. 15 mai 2012, RDC 2013, n° 1, 209

2013 : « L'obtention d'un testament constitue un acte gravement préjudiciable au sens du délit d'abus de faiblesse », note sous Cass. crim. 5 septembre 2012, RDC 2013, n° 1, 213

2013 : « Le projet de loi relatif à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines ou l'art de faire du vin nouveau dans de vieilles outres », Lexbase, éd. privée générale, n° 546

2013 : « Le bilan contrasté de la réforme de la garde à vue, deux ans après l'entrée en vigueur de la loi du 14 avril 2011 », Lexbase, éd. privée générale, n° 543

2013 : « Quand la Cour de cassation consacre à demi-mot la force de travail comme un objet possible d'abus de confiance », note sous Cass. crim., 19 juin 2013, Lexbase, éd. privée générale, n° 540, 19 septembre 2013

2013 : « La loi mémorielle, le juge pénal et l'histoire », note sous Cass. crim. 5 février 2013, Lexbase, éd. privée générale, n° 520, 21 mars 2013

2013 : « Le point sur la médiation pénale, entre droit pénal et droit civil », Lexbase, éd. privée générale, n° 527

2012 : « De la nature protectrice du consentement du délit d'abus de faiblesse », note sous Cass. crim. 7 mars 2012, RDC 2012, 1327

2012 : « De la vulnérabilité et du préjudice dans le délit d'abus de faiblesse », note sous Cass. crim., 8 février 2012, RDC 2012, 1330

2012 : « Objet du contrat et objet de l'abus de confiance : divergences sur la clientèle civile », note sous Cass. crim. 16 novembre 2011, RDC 2012, 2, 37

2012 : « Détournement de contrat : seul le détournement portant sur l'*instrumentum* est constitutif d'un abus de confiance, non celui portant sur le *negocium* », note sous Cass. crim. 1^{er} décembre 2010, RDC 2012, n° 2, 553

2012 : « Quand l'intérêt des consommateurs rejoint celui des concurrents », note sous Civ. 1^{ère}, 6 octobre 2011, RDC 2012, n° 3, p. 941

2012 : « Pot pourri autour de la notion de peine », note ss. CJUE 5 juin 2012, Lexbase, éd. privée générale, n° 491

2012 : « Commentaire de la loi du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel. Un bilan en demi-teinte », Lexbase, éd. privée générale, n° 498.

2012 : « Recel de violation de secret professionnel et liberté d'expression », note sous Cass. crim. 6 mars 2012, Lexbase, éd. privée générale, n° 480,

2012 : « Le point sur le mandat d'arrêt européen, 10 ans après », Lexbase, éd. privée générale, n° 502

2012 : « Constitutionnalité de la réforme de la garde à vue : dernier acte ? », note sous CC 18 novembre 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 469

2011 : « Dématérialisation de l'abus de confiance : le délit peut porter sur des informations relatives à la clientèle », note sous Cass. crim. 16 novembre 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 466

2011 : « Du sens de l'évolution du délit d'abus de confiance », note sous Cass. crim. 5 octobre 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 462

2011 : « Terrorisme et droit à un procès équitable », note sous Cass. crim. 15 juin 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 453

2011 : « Entre limitation et extension du domaine de la justification fondée sur l'exercice des droits de la défense, la Cour de cassation cherche l'équilibre », note sous Cass. crim. 16 juin 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 448

2011 : « Du droit de ne pas contribuer à sa propre condamnation durant la garde à vue : entre droit à l'assistance d'un avocat et droit au silence », note sous Cass. crim. 31 mai 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 446

2011 : « Le droit à un procès équitable justifie la mise à mort immédiate et sans délai du régime de la garde à vue », note sous Assemblée plénière, 15 avril 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 437

2011 : « Quand les destructions, dégradations ou détériorations dangereuses pour les personnes masquent une question de responsabilité pénale des personnes morales », note sous Cass. crim. 22 février 2011, Lexbase, éd. privée générale, n° 433

2011 : « Distinction de la diffamation et de l'injure: la diffamation suppose l'imputation d'un fait précis de nature à être l'objet d'une preuve et d'un débat contradictoire », note sous Cass. crim. 7 décembre 2010, Lexbase, éd. privée générale, n° 428

2010 : « Le régime juridique de la garde à vue est déclaré contraire à la Convention européenne des droits de l'homme... mais n'en doit pas moins être appliqué », note sous Cass. crim. 19 octobre 2010, Lexbase, éd. privée générale, n° 418, 25 novembre 2010

2010 : « Le fait d'entretenir des relations sexuelles non protégées en se sachant porteur du VIH est constitutif, non du crime d'empoisonnement, mais du délit d'administration de substances nuisibles », note sous Cass. crim. 5 octobre 2010, Lexbase, éd. privée générale, n° 417

2010 : « Coup de tonnerre sur la procédure pénale : le Conseil constitutionnel déclare les dispositions relatives à la garde de vue contraires à la Constitution », note sous CC 30 juillet 2010, Lexbase, éd. privée générale, n° 410

2010 : « Condamnation de l'État français pour un perquisition au domicile d'un avocat ressortissant de l'Union européenne », note sous CEDH 21 janvier 2010, Lexbase, éd. privée générale, n° 413

2010 : « La recevabilité de l'action civile des associations : entre défense de l'intérêt général et défense d'un intérêt collectif », note sous CA Paris 29 octobre 2009, Lexbase, éd. privée générale, n° 382

2009 : « Confirmation de l'assouplissement du critère du commencement d'exécution punissable en matière de tentative d'escroquerie à l'assurance », note sous Cass. crim. 17 décembre 2008, Lexbase, éd. privée générale, n° 337.

2009 : « Les revirements de jurisprudence en matière pénale : l'assemblée plénière botte en touche », note sous Ass. plénière, 13 février 2009, Lexbase hebdo, éd. privée générale, n° 341.

2009 : « Principe d'égalité des armes dans l'exercice des voies de recours : la Cour de cassation neutralise les effets de l'article 505 du Code de procédure pénale », note sous Cass. crim. 10 février 2009, Lexbase, éd. privée générale, n° 346.

2009 : « Comité de réflexion sur la justice pénale. Présentation du rapport d'étape sur la phase préparatoire du procès pénal », Lexbase, éd. privée générale, n° 352.

2009 : « Nouvelle manifestation de sévérité dans le délit d'abus de faiblesse : l'abus doit être apprécié au moment de l'obtention de l'acte gravement préjudiciable », note sous Cass. crim. 26 mai 2009, Lexbase, éd. privée générale, n° 359.

2009 : « Limitation du domaine de la justification par l'exercice des droits de la défense : un salarié ne peut jamais voler des documents de l'employeur que pour se défendre dans un litige prud'homal », note sous Cass. crim. 9 juin 2009, Lexbase, éd. privée générale, n° 363.

2009 : « Réforme de la procédure pénale : présentation du rapport définitif du comité de réflexion sur la justice pénale », Lexbase, éd. privée générale, n° 367

2009 : « Les effets secondaires du dopage », note sous Cass. crim. 29 septembre 2009, Lexbase, éd. privée générale, n° 372.

2008 : Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine, 2008-2, n° C.593, note sous CA Bordeaux, 14 décembre 2007.

2005 : Les petites affiches, 8 août 2005, n° 156, note sous Cass. crim. 26 janvier 2005.

ACTIVITES DE RECHERCHE COLLECTIVE

PROJETS DE RECHERCHE COLLECTIFS

2016-2017 : Participation au projet *OMERAD (Recherche sur l'adaptation des changements climatiques à La Réunion)*, Dir. Pr. A.-S. Tabau

2015 : Responsable de la coopération franco-mauricienne pour la réforme des Codes civil et pénal mauriciens. Organisation des journées de rencontre entre les enseignants chercheurs réunionnais et les membres de la *Law Reform Commission* à l'Université de la Réunion (juin 2015).

2014 - : Consultant pour la *Law Reform Commission* : participation à la réforme du Code pénal mauricien, sous la direction de M. Domingue Rosario, Chief executive officer, Law Reform Commission (<http://lrc.govmu.org>)

- Rédaction du « Rapport d'étape sur la réforme du Code pénal mauricien », remis à la Law reform commission pour transmission à l'Attorney-General (Ministre de la justice mauricien), mars 2016
- Rédaction du « Rapport final sur la réforme du Code pénal mauricien », en cours de rédaction

2012-2016 : Participation à un groupe de travail relatif au « principe de précaution : analyse de droit comparé », sous la direction de M. Boutonnet. Voyages de recherche effectués en Afrique du sud (10 jours, mai 2014) et en Chine (10 jours, oct. 2014) ayant donné lieu à deux articles, intégré au *Rapport sur le principe de précaution en droit de la responsabilité civile et pénale comparé*, en ligne sur le site de la Mission de Recherche droit et justice :

- « Le principe de précaution en droit chinois: analyse des responsabilités civile et pénale » (écrit en collaboration avec le Pr. J. Knetsch), *in Rapport précité*, p. 1187.
- « Le principe de précaution en droit sud-africain : analyse des responsabilités civile et pénale » (écrit en collaboration avec le Pr. J. Knetsch), *in Rapport précité*, p. 1285.

2012-2013 : Participation à un groupe de travail relatif à « La qualité des normes », sous la direction des Pr. V. Malabat et E. Garçon.

2011-2013 : Participation à un groupe de travail intitulé « observatoire de la délinquance d'affaire » sous la direction des Pr. Saint-Pau et Saintourens (colloques organisés à Bordeaux relatifs à « La responsabilité du chef de l'entreprise en difficulté » ou aux « informations relatives à l'entreprise »)

2009-2012 : Participation à un groupe de travail sur « la sanction », sous la direction du Pr. D. Fenouillet, Laboratoire de sociologie juridique de Paris II.

2009-2010 : Participation à un groupe de travail sur la réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale, sous la dir. des Pr. V. Malabat et B. de Lamy, ayant donné lieu à la publication d'un ouvrage : *Réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale. Opinio doctorum*, Dalloz, septembre 2009

ORGANISATION DE MANIFESTATIONS

Organisation de manifestations scientifiques

2016 : *Les mécanismes de justice restaurative*, Pr. R. Cario, Conférence La Réunion, 4 mars 2016

2013 : *La protection pénale de l'environnement*, Colloque Bordeaux, 15 février 2013 (dir. A. Gorgorza, R. Ollard)

Organisation de manifestations autres

2015- : Organisation des « Assises de l'université » (procès d'assises fictif organisé à partir d'un dossier réel transmis par l'avocat général auprès de la Cour d'assises de Saint-Denis) : événement annuel (mars 2015, avril 2016, avril 2017)

2016 : Organisation de la fête du droit à l'Université de la Réunion (23 mars au 26 mars 2016)

2016 : Organisation d'un débat autour du film *Casus Belli*

INTERVENTIONS DANS UN COLLOQUE, CONFERENCE OU JOURNÉE D'ETUDE

2017 : « L'incrimination pénale du profit illicite », in *Le profit illicite*, Colloque Bordeaux organisé dans le cadre de l'Observatoire de la délinquance d'affaires, Dir. J. Lagoutte, B. Freleteau, 20 octobre 2017

2017 : « Une responsabilité pénale introuvable ? », in *Sécurité sanitaire et risque médicamenteux*, Journée d'étude, Dir. Cathy Pomart, Université de La Réunion, 26 juin 2017

2017 : « Les cliniques juridiques participent-elles à transformer la place de l'université dans la cité ? », in *Universités? La dimension citoyenne des cliniques juridiques*, 3^{ème} colloque du réseau juridique des cliniques francophones, Bordeaux, 16 et 17 mars 2017

2016 : « L'effectivité du droit pénal de la consommation », colloque Association H. Capitant relatif au « Droit de la consommation », Dir. J.-B. Seube, Ile Maurice, 1^{er} et 2 septembre 2016

2016 : « La responsabilité pénale en matière d'adaptation aux changements climatiques », Colloque *OMERAD (Recherche sur l'adaptation des changements climatiques à La Réunion)*, Dir. Pr. A.-S. Tabau, Université de La Réunion, 14 et 15 novembre 2016

2016 : « La protection juridique des lieux de culte », Colloque « Patrimoine et religion », Dir. A.-F. Zattara et C. Kuhn, Université de La Réunion, 5 avril 2016

2016 : « Actualité du droit pénal et de la procédure pénale », conférence Cour d'appel de Saint-Denis, , Dir. J.-B. Seube, 12 avril 2016

2015 : Colloque relatif à « La réforme du contrat et des obligations » (thèmes d'intervention : « Les principes généraux et les définitions » et « les effets à l'égard des contractants »), , Dir. J.-B. Seube, Cour d'appel Saint-Denis, 19 octobre 2015 ; Tribunal de grande instance de Saint-Pierre, 30 novembre 2015

2015 : Colloque Association H. Capitant, Ile Maurice, 29 et 30 avril 2015, *Droit du contrat et des sûretés dans l'océan indien*, , Dir. J.-B. Seube, participation à une table ronde relative à « La formation du contrat »

2015 : Présidence d'une demi-journée « Le droit contraint par le handicap », in *Droit et handicap : 10 ans après la loi du 11 février 2005, quel bilan, quelles perspectives ?*, colloque Université La Réunion, dir. F. Cafarelli, 12 mars 2015

2015 : Présidence d'une demi-journée « Mise en oeuvre de la justice restaurative en France », in *La justice restaurative*, colloque Université la Réunion, dir. Pr. R. Cario, 23 et 24 avril 2015

2013 : « De la fongibilité des qualifications juridiques en droit de l'environnement », in *Figures de la préservation de l'environnement outre-mer* (dir. Loïc Peyen), Colloque La Réunion, 13 décembre 2013

2013 : « Possession et droit pénal », in *La possession des biens : une notion en mutation* (dir. F. Julienne), Colloque Bordeaux, 13 juin 2013

2013 : « La répression de l'appropriation des biens environnementaux », in *La protection pénale de l'environnement* (dir. A. Gogorza, R. Ollard), Colloque Bordeaux, 15 février 2013

2012 : « Les cas de responsabilité du chef de l'entreprise en difficulté », in *La responsabilité du chef de l'entreprise en difficulté*, Colloque Bordeaux, Dir. J.-Ch. Saint-Pau et B. Saintourens (observatoire de la délinquance d'affaires), 14 septembre 2012.

2012 : « L'articulation des sanctions pénales et disciplinaires », in *La responsabilité pénale du notaire* (dir. M. Bénéjat), Colloque Bordeaux, 14 juin 2012.

2011 : « La dématérialisation des infractions contre le patrimoine », in *Le droit pénal et les autres branches du droit : regards croisés*, XXème congrès de l'Association française de droit pénal, Colloque Bordeaux 5, 6 et 7 octobre 2011.

2009 : « L'abus de biens sociaux est-il un contrôle de gestion des entreprises ? » in *La liberté d'entreprendre et le droit pénal* (dir. B. de Lamy), Colloque Toulouse le 30 avril 2009